

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège  
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331  
31776 COLOMIERS cedex

COLOMIERS, le 10/01/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SETMI**

11 chemin de Perpignan  
BP 33724  
31000 Toulouse

Références : 2023-893  
Code AIOT : 0006802412

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/11/2023 dans l'établissement SETMI implanté 11 chemin de Perpignan BP 33724 31000 Toulouse. L'inspection a été annoncée le 31/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SETMI
- 11 chemin de Perpignan BP 33724 31000 Toulouse
- Code AIOT : 0006802412
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La SETMI exploite à Toulouse, dans le cadre d'une délégation de service public (accordée aujourd'hui à la société VEOLIA), et pour le compte du syndicat mixte DECOSET, une usine d'incinération de déchets non dangereux.

Elle incinère les déchets ménagers produits par une partie de l'agglomération de Toulouse et assure également l'incinération de déchets industriels banals ainsi que de déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI).

Construit en 1969, le site dispose de 4 fours présentant une capacité totale d'incinération autorisée de 330 000 tonnes par an et d'une plateforme de valorisation des mâchefers.

La chaleur produite par l'incinération des déchets, valorisée au travers d'un ensemble de chaudières et de turbines, permet d'alimenter le réseau de chaleur de plusieurs quartiers toulousains et du Cancéropôle, d'alimenter en vapeur directement la blanchisserie et l'unité de stérilisation du CHU de Rangueil et de produire de l'électricité, réutilisée directement dans l'usine ou revendue à Enedis.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- traçabilité des déchets (RNDTS)
- suites données aux déclenchements des portiques de détection de radioactivité
- résultats des analyses des eaux souterraines
- transmission des résultats de l'autosurveillance.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
9	Bruit	Arrêté Préfectoral du 28/12/2004, article 6.1.1	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
5	Détection de la radioactivité	Arrêté Préfectoral du 28/12/2004, article 2.3.2
8	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 28/09/2012, article Annexe I

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43
2	Détection de la radioactivité	Arrêté Préfectoral du 28/12/2004, article 2.3.2
3	Détection de la radioactivité	Arrêté Préfectoral du 28/12/2004, article 2.3.2
4	Détection de la radioactivité	Arrêté Préfectoral du 28/12/2004, article 2.3.2
6	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 28/12/2004, article 9.2.3
7	Transmission des résultats de l'autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 28/12/2004, article 9.3.2

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de vérifier que l'exploitant a mis en place l'organisation nécessaire à la bonne gestion des déchets en cas de déclenchement d'un des portiques de détection de radioactivité aux entrées du site. Toutefois, 1 fait susceptible de suite est relevé sur cette thématique concernant l'absence d'enregistrement de la valeur de radioactivité détectée lors du passage au niveau du portique de détection.

En complément, un point a été fait sur les résultats de l'autosurveillance des rejets atmosphériques. Un fait susceptible de suite a été relevé concernant de nombreux dépassements du flux de NOx émis et un point d'amélioration quant à la transmission des résultats de l'autosurveillance des rejets atmosphériques.

Pour ce qui est des suites données aux constats relevés lors de la précédente visite d'inspection, la situation n'ayant pas évolué depuis, l'inspection relève 1 fait non conforme relatif au dépassement des niveaux d'urgence autorisés en période nocturne, conduisant l'inspection à proposer à monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions réglementaires applicables.

Lors de la réunion de clôture, l'exploitant a été informé des suites administratives susceptibles d'être données.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Traçabilité des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets – Utilisation du Registre national
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée « Registre national des déchets », dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :</p> <p>1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;</p> <p>2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;</p> <p>5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.</p> <p>À compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un registre des déchets entrants.</p> <p>Après consultation du « Registre National des Déchets » (RNDTS), il ressort que l'exploitant y verse les informations de son registre des déchets entrants depuis le mois de mars 2022.</p> <p>Les données renseignées dans le RNDTS pour les années 2022 et 2023 ont été consultées et n'appellent pas de commentaire particulier de la part de l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Détection de la radioactivité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/12/2004, article 2.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Détection de la radioactivité

<b>Prescription contrôlée :</b>
Un équipement de détection de la radioactivité doit permettre le contrôle des déchets admis avant leur déchargement.
<b>Constats :</b>
Des portiques de détection de la radioactivité sont installés au niveau de chacune des entrées du site, y compris au niveau de l'accueil des DASRI qui dispose d'un portique spécifique.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Détection de la radioactivité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/12/2004, article 2.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Détection de la radioactivité
<b>Prescription contrôlée :</b>
Le dépassement du seuil de détection fixé déclenche une alarme extérieure et une alarme dans le poste de contrôle.
<b>Constats :</b>
Les entrées du site, côté déchets ménagers, sont équipées d'une double barrière. En cas de dépassement du seuil de détection fixé, une alarme se déclenche au niveau du pont-bascule (et en salle de quart) et les barrières ne s'ouvrent pas. Côté DASRI, le déchargement des bacs est effectué manuellement par le personnel et le dépassement du seuil de détection déclenche un voyant lumineux, permettant d'isoler immédiatement le bac concerné.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Détection de la radioactivité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/12/2004, article 2.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Détection de la radioactivité
<b>Prescription contrôlée :</b>
Le camion ou conteneur est dirigé vers une voie de dégagement prévue à cet effet.
<b>Constats :</b>
Au niveau du hall de déchargement des DASRI, l'exploitant dispose d'une zone réservée à cet effet, mais il n'a pas matérialisé d'emplacement spécifique. Pour ce qui est des bennes d'ordures ménagères, celles-ci sont isolées au niveau d'une zone située derrière la plateforme mâchefers. Une photo de la remorque isolée au niveau de cet emplacement a été envoyée à l'inspection lors du dernier déclenchement.
<b>Observation :</b>
Sur la photo transmise, l'inspection a pu observer que l'exploitant avait mis en place un affichage indiquant la mention « Danger » sans toutefois signaler le risque radiologique.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Détection de la radioactivité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/12/2004, article 2.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Détection de la radioactivité
<b>Prescription contrôlée :</b>
L'exploitant définit une procédure qui fixe la conduite à tenir en cas de déclenchement du seuil de

détection fixé, en conformité avec le guide de procédure de déclenchement de portique de radioactivité sur les centres de traitement par incinération, annexé à la circulaire du 30 juillet 2003.

Cette procédure est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Interrogés à ce sujet, l'opérateur présent à la bascule des DASRI et celui présent au local de pesée des OM ont pu présenter la marche à suivre en cas de déclenchement, à savoir :

- en cas de déclenchement : la benne fait un 2ème passage sur l'autre pont bascule,
- si l'autre portique détecte également un niveau de radioactivité supérieur au seuil : questionnement du chauffeur sur un éventuel traitement médical ou examen d'imagerie médicale,
- dans l'affirmative, passage de la benne avec un autre chauffeur,
- si la détection est confirmée : isolement du camion derrière la plateforme mâchefers,
- balisage de la zone avec établissement d'un périmètre à 0,5 µS à l'aide d'un radiamètre portatif,
- la benne reste sur place avant un nouveau passage dans les 24 à 48h en suivant,
- en l'absence de nouveau déclenchement, les déchets sont dirigés vers la fosse de déchargement,
- en cas de confirmation, la benne est de nouveau isolée et l'exploitant fait appel à un prestataire qui intervient pour isoler le déchet à l'origine du déclenchement et identifier le radioélément en cause. En cas de décroissance rapide du radioélément identifié, les déchets sont entreposés dans un local de décroissance. En l'absence de décroissance rapide, une demande d'intervention est alors adressée à l'ANDRA.

Cette procédure est conforme à la méthodologie définie par la circulaire du 30 juillet 2003 et bien connue du personnel.

L'exploitant indique avoir un à deux déclenchements par an au niveau des ordures ménagères, mais désormais plus rarement au niveau des DASRI.

Il précise avoir enregistré un déclenchement de portique en 2022 (lié à la présence d'iode 131 dans une benne d'ordures ménagères, radio-nucléide à décroissance rapide) et deux déclenchements en 2023. Un troisième déclenchement est survenu depuis, au cours du mois de décembre 2023, concernant également un transport de déchets ménagers.

L'inspection a été informée de ces déclenchements, et les rapports d'intervention des prestataires ont pu être présentés.

À noter que pour l'année 2023, **l'exploitant a changé de prestataire et que ce dernier ne précise pas dans ses rapports d'intervention le radioélément concerné.**

**Un registre**, recensant les dépassements et les suites données, a été mis en place. Toutefois, celui-ci **ne précise pas la valeur enregistrée par le portique, contrairement à ce que prévoit la circulaire du 30 juillet 2003.** L'exploitant précise que l'imprimante reliée au portique de détection est en panne et qu'il n'a, de ce fait, pas la possibilité d'enregistrer cette information. Au jour de la visite, l'imprimante était toujours en panne.

L'enceinte de décroissance dans laquelle les déchets sont stockés dans l'attente de leur décroissance ou de leur prise en charge par l'ANDRA n'a pu être inspectée que de l'extérieur, compte tenu de la présence de déchets à l'intérieur.

La porte du local comporte un affichage signalant le danger radiologique.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suite

**N° 6 : Surveillance des eaux souterraines**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 28/12/2004, article 9.2.3

<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> [Constat établi à l'issue de la visite du 15/11/2022] :</p> <p>[Les] résultats mettent notamment en évidence des valeurs plus élevées en aval qu'en amont pour les paramètres suivants : chlorures, sulfates, calcium, sodium et potassium. Lors des échanges avec l'exploitant, l'inspection a signalé que ces paramètres pourraient être des marqueurs de lixiviation des mâchefers mais également d'infiltration des eaux de lavage des fumées voire des réactifs utilisés pour le traitement des fumées (acide chlorhydrique, soude et chaux).</p> <p>L'exploitant avait alors indiqué avoir commencé une campagne d'audit et de curage des réseaux enterrés de l'usine afin d'identifier d'éventuelles anomalies d'étanchéité des canalisations afin de procéder, le cas échéant, aux remises en état nécessaires. Lors de la présente visite, l'exploitant indique que ces investigations n'ont pas révélé d'anomalies particulières de l'état des réseaux et avoir procédé à diverses opérations de nettoyage.</p> <p>Il indique également avoir observé une amélioration sur les derniers résultats, ce que ne partage pas l'inspection, les derniers résultats d'octobre 2022 montrant toujours une nette différence des teneurs entre l'amont et l'aval sur ces différents paramètres (facteur 20).</p> <p>Lors de la visite des installations, l'inspection a pu observer un état de dégradation relativement important de la plateforme mâchefers, au niveau des joints de dilation en particulier. Cette dégradation est susceptible de remettre en cause l'étanchéité de la plateforme et permet, par ailleurs, d'avancer une explication quant à la situation constatée.</p> <p>Des travaux de réfection de la plateforme mâchefers doivent donc être entrepris afin de garantir sa parfaite étanchéité.</p> <p>L'inspection rappelle enfin à l'exploitant qu'il pourra utilement se référer au guide "Surveillance de la qualité des eaux souterraines " (version décembre 2022) établi par le ministère de la transition écologique, le BRGM et l'INERIS, notamment dans le rendu des campagnes de suivi (présentation des résultats sous forme de graphiques, cartographique et interprétation des résultats). À ce titre, et en application des recommandations de ce guide, l'inspection demande à l'exploitant d'établir un bilan quadriennal de la surveillance des eaux souterraines effectuées ces dernières années. Ce bilan est l'occasion d'analyser les résultats obtenus de manière plus approfondie, avec du recul, et en essayant de mettre en perspective les résultats obtenus par rapport aux évolutions et événements connus par le site durant cette période. Ce bilan peut conduire à une évolution de la surveillance (nombre de points, substances/paramètres suivis et fréquence). Par évolution, s'entend aussi bien un allègement qu'un renforcement.</p> <p>À noter que le bilan récapitule l'ensemble des résultats collectés depuis la mise en place de la surveillance (et pas seulement sur les quatre dernières années) et en analyse la dynamique.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Depuis la dernière visite d'inspection, des travaux de réfection des joints d'étanchéité de la plateforme mâchefers ont été entrepris. Ceux-ci ont été réalisés en plusieurs phases entre avril et juin 2023, et réceptionnés en septembre 2023. La réalisation de ces travaux a pu être constatée visuellement lors de la visite des installations.</p> <p>Les résultats des dernières analyses semestrielles des eaux souterraines, notamment celles des 23/05/2023 et 19/09/2023, semblent montrer une diminution des teneurs en sulfates et chlorures, sur le piézomètre PZ2 en particulier, situé à l'aval immédiat de la plateforme mâchefers, les teneurs tendant à se rapprocher de celles du piézomètre amont. Cette amélioration de la situation s'observe également sur le piézomètre aval PZ3 mais de façon moins marquée.</p> <p>Le suivi précis de l'évolution de ces teneurs doit donc être poursuivi sur le long terme.</p> <p>Pour ce qui est de l'établissement d'un bilan quadriennal, l'exploitant indique le prévoir pour 2025.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 7 : Transmission des résultats de l'autosurveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/12/2004, article 9.3.2 et Arrêté Préfectoral du 28/09/2012, article 6.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transmission des résultats de l'autosurveillance
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Article 6.2.1 - Arrêté Préfectoral du 28/09/2012</u> Les rapports d'analyses et de mesures des températures des chambres de combustion sont transmis mensuellement à l'inspection des installations classées en comparant les résultats obtenus aux valeurs limites fixées à l'annexe I. Les écarts font l'objet de commentaires, et des propositions pour rectifier d'éventuels écarts sont décrites, ainsi que les délais nécessaires pour leur mise en œuvre le cas échéant. <u>Article 9.3.2 - Arrêté Préfectoral du 28/12/2004</u> [...] Les résultats sont transmis dans les meilleurs délais lorsque les mesures en continu prévues à l'article 9.2.1 montrent qu'une valeur limite de rejet à l'atmosphère est dépassée, au-delà des limites fixées à l'annexe I, en cas de dépassement des valeurs limites d'émission en ce qui concerne les mesures réalisées par un organisme tiers telles que définies à l'article 9.1.2, en cas de dépassement des valeurs limites de rejet dans l'eau en ce qui concerne les mesures définies à l'annexe II et pour tout dépassement des valeurs limites de fraction soluble et de teneurs en métaux lourds dans les lixiviats des déchets produits par l'installation en ce qui concerne les mesures réalisées, le cas, échéant, en application de l'article 9.2.4.
<b>Constats :</b> Les résultats de l'autosurveillance des rejets aqueux (eaux souterraines, eaux industrielles et eaux pluviales) sont transmis à l'inspection via l'application Gidaf. Les résultats de l'autosurveillance des rejets atmosphériques (mesures en continu des rejets des fours et des chaudières de secours gaz le cas échéant) sont transmis mensuellement. Dans ce rapport mensuel, l'exploitant transmet également : <ul style="list-style-type: none"><li>- les informations relatives au fonctionnement de l'établissement (heures de fonctionnement des fours et des chaudières, détail des tonnages traités)</li><li>- un récapitulatif des principaux événements/incidents sur la période</li><li>- les conditions météo sur la période</li><li>- les résultats d'analyses des mâchefers</li><li>- les résultats d'analyses des rejets aqueux.</li></ul> L'inspection observe que <b>la transmission de ces rapports mensuels intervient</b> en règle générale <b>assez tardivement</b> (avec plusieurs mois de retard) et régulièrement après relance. Au jour de la rédaction du présent rapport, le dernier rapport mensuel en possession de l'inspection remonte aux résultats du mois d'août 2023. Après échange avec l'exploitant, il est convenu que le contenu de ces rapports mensuels soit revu (absence de nécessité de transmission des résultats des rejets aqueux, ceux-ci étant déjà transmis par ailleurs) ainsi que leur modalité de transmission (dans le mois suivant au plus tard et réflexion sur la mise en place d'un site internet dédié, à l'instar de ce qui est fait chez d'autres industriels). Les dispositions de l'arrêté nécessitent d'être modifiées en conséquence.  En complément des rapports mensuels, l'exploitant transmet annuellement un dossier d'information du public, destiné notamment aux membres de la CSS, qui reprend l'ensemble des résultats de l'autosurveillance sur l'année écoulée, mais également ceux des contrôles externes, de la surveillance en semi-continu des dioxines/furanes, de la surveillance dans l'environnement ainsi qu'un bilan global de fonctionnement de l'installation (énergie valorisée, déchets produits, incidents et plaintes notamment). Ce dossier d'information du public diffère légèrement du bilan annuel transmis à l'inspection ainsi que de celui produit destiné au syndicat mixte DECOSET. Interrogée à ce sujet, l'inspection indique qu'elle est favorable à la proposition d'un format harmonisé de bilan annuel.



N° 8 : Rejets atmosphériques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 28/09/2012, article Annexe I

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets atmosphériques - Phase travaux

**Prescription contrôlée :**

VALEURS LIMITES DE REJETS ATMOSPHERIQUES EN CONCENTRATION

	Concentration moyenne journalière	Concentration moyenne sur une demi-heure	Auto-surveillance
<b>Dioxines et furannes (6)</b>	0,1 ng/Nm <sup>3</sup> <b>(8)</b>	/	Semi-continue <b>(7)</b>

[...]

**(8)** Lorsqu'un résultat d'analyse des échantillons prélevés par le dispositif de mesure en semi-continu dépasse la valeur limite fixée, l'exploitant doit faire réaliser, sous un délai maximal de 10 jours, par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, une mesure ponctuelle à l'émission des dioxines et furannes. Lors ce type de mesures, les échantillons analysés sont constitués de prélèvements issus des gaz, réalisés sur une période d'échantillonnage de six à huit heures.

Ce dépassement est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais.

VALEURS LIMITES DE REJET ATMOSPHERIQUES EN FLUX

Débit nominal gazeux sec	50.000 Nm <sup>3</sup> /h	50.000 Nm <sup>3</sup> /h	50.000 Nm <sup>3</sup> /h	65.000 Nm <sup>3</sup> /h
Débit maximal gazeux sec	67.000 Nm <sup>3</sup> /h	67.000 Nm <sup>3</sup> /h	67.000 Nm <sup>3</sup> /h	85.000 Nm <sup>3</sup> /h
Flux maximal journalier en kg/j	Four n°1	Four n°2	Four n°3	Four n°4
NO <sub>x</sub> en équivalent NO <sub>2</sub>	240 kg/j	240 kg/j	240 kg/j	312 kg/j

**Constats :**

L'exploitant fait part de difficultés rencontrées pour redémarrer ses installations après les 5 semaines d'arrêt général liés aux travaux de mise en conformité du site (de fin août à fin septembre). L'exploitant indique que ces difficultés de redémarrage ont généré de mauvaises conditions de combustion risquant de générer des dioxines. Afin de limiter ces potentielles émissions de dioxines, l'exploitant précise avoir procédé à des injections supplémentaires de charbon actif au niveau des laveurs.

Au jour de la visite, l'exploitant indique être en attente des résultats des cartouches.

**Il est demandé à l'exploitant de transmettre ces résultats dès réception et de procéder à la réalisation d'une mesure ponctuelle à l'émission dans les 10 jours suivant en cas de dépassement de la VLE autorisée.**

Par ailleurs, l'inspection signale à l'exploitant que les résultats de l'autosurveillance en continu des rejets atmosphériques montrent une dérive ces derniers mois, en particulier sur les mois de juillet et août 2023, avec notamment **8 dépassements du flux journalier autorisé en NO<sub>x</sub> sur la ligne 1 sur 20 jours de fonctionnement, ainsi que des dépassements réguliers sur la ligne 4.**

Informé de ces éléments, l'exploitant explique ces résultats par une erreur de paramétrage lors du dernier QAL2 datant d'avril 2023 (intégration des nouvelles droites d'étalonnage sans retrait des précédentes, entraînant par conséquent l'application des droites de correction 2 fois sur les

paramètres bruts). Il indique que le problème a été résolu mais que cela nécessite de corriger les rapports mensuels transmis à la DREAL depuis le mois d'avril.

En lien avec le constat ci-dessus (fiche n° 7), l'inspection n'a pas été rendue destinataire de ces nouveaux rapports mensuels.

L'exploitant indique avoir également observé, par intermittence, des augmentations non réelles des vitesses des fumées au niveau de la ligne 1 (ces variations de vitesse ayant un impact sur le débit des fumées et donc les flux calculés). Des investigations sont toujours en cours à ce sujet mais l'exploitant soupçonne un encrassement prématuré des sondes Pitot.

Enfin, afin d'éviter le renouvellement de tels dépassements, l'exploitant prévoit d'ajouter la surveillance des flux au niveau de la salle des commandes (en plus du suivi des concentrations journalière) afin de piloter au plus juste l'injection de réactifs.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

## N° 9 : Bruit

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/12/2004, article Article 6.1.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Suite précédentes visites d'inspection – Bruit

### **Prescription contrôlée :**

#### Article 6.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26/12/2004

Les installations doivent être construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité. L'accès au site est fermé de 0h30 à 5h30. Les prescriptions suivantes sont applicables aux installations :

- l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

#### Article 3 de l'arrêté ministériel du 23/01/1997

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Ses émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones où celle-ci est réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'établissement	Émergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés
Sup à 35 dB(A) et inf ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

### **Point de contrôle déjà contrôlé :** [Constat établi à l'issue de la visite du 15/11/2022] :

Pour faire suite aux constats effectués lors de la visite d'inspection du 21/11/2021, l'exploitant a fait réaliser de nouvelles mesures de bruit en limite de propriété et en Zone à Émergence Réglementée (ZER) durant l'été 2022.

Si les mesures effectuées montrent des résultats conformes en limite de propriété (en période diurne et nocturne) ainsi qu'en ZER en période diurne, 3 points présentent encore des dépassements en ZER en période nocturne (émergences calculées de 4,5 à 6,5 dB(A) pour une émergence autorisée de 3 dB(A)).

Les installations de traitement des fumées sont identifiées, depuis le début des investigations, comme étant la source de bruit la plus génératrice de nuisances. Malgré les améliorations

apportées (remplacement des boîtes à ressorts et nettoyage des ventilateurs d'extraction d'air, isolation du bâtiment et des gaines de refoulement des installations de traitement des fumées), les niveaux d'émergence en période nocturne restent non conformes. Toutefois, l'exploitant prévoit que les travaux de mise en conformité du site, consistant à modifier les installations de traitement des fumées, améliorent la situation à l'issue de ces travaux (été 2024).

**Constats :**

Les travaux liés à la mise en conformité du site, et à la modification des installations de traitement des fumées en particulier, sont toujours en cours. Aucune autre modification n'ayant été apportée aux équipements depuis la dernière visite, il n'a pas été refait de nouvelles mesures de bruit, et il est ainsi considéré que la situation de non-conformité perdure.

De plus l'amélioration de la situation à l'issue des travaux restant hypothétique, l'inspection prévoit, par conséquent, de proposer à monsieur le préfet, au regard de la situation, de mettre en demeure l'exploitant de respecter les niveaux d'émergence maximum autorisés en période nocturne.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 12 mois